

L'internationalisation de l'enseignement repose sur une circulation transfrontière croissante des étudiants et des formations. Le phénomène va au-delà des simples échanges et des programmes internationaux, il touche l'enseignement, les structures administratives, la vie du campus...

En 20 ans, le nombre d'étudiants étrangers scolarisés dans l'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE a doublé, le nombre de formations et de types d'acteurs s'est multiplié avec l'apparition de fournisseurs privés et des nouvelles technologies. Ce phénomène est né en grande partie d'une demande mondiale de formation post-secondaire qui ne cesse de croître (en particulier dans les pays en pleine expansion de l'Asie du Nord et du Sud-Est). Étudier à l'étranger offre des avantages tant en terme d'ouverture culturelle que de cursus possibles.

Au-delà du multiculturalisme issu de cette internationalisation de l'enseignement supérieur, l'accroissement de ces échanges de services de l'éducation peut également être appréhendé sous l'angle commercial. La scolarisation d'étudiants étrangers génère des recettes (droits de scolarité, logement...) considérées comme des « exportations invisibles ». Ces recettes peuvent avoir un impact important sur l'économie d'un pays. Selon des estimations, les dépenses globales des étudiants en formation à l'étranger représentaient 30 milliards de US\$ en 1998 dans le monde<sup>1</sup>. Conscient du potentiel de recettes, certains pays sont très actifs dans la promotion de leurs formations et tentent d'augmenter leurs parts de marché. Les différences de niveaux en terme de droits de

scolarité rentrent également dans des stratégies et des politiques nationales distinctes. Par exemple, l'Australie, les Etats-Unis et le Royaume-Uni réclament des droits plus élevés pour les étrangers et sont d'importants exportateurs nets de services éducatifs (ils reçoivent plus d'étudiants étrangers qu'ils n'envoient d'étudiants nationaux à l'étranger). Cette stratégie tournée davantage vers les échanges de services éducatifs, induit la question de leur libéralisation. L'Accord général

sur le commerce des services (AGCS) en cours de négociation, traite de cette question. Dans la pratique, ce traité suscite un large débat dans l'opinion publique car le sujet reste sensible.

Même si elle occupe l'espace médiatique, cette approche basée sur une vision commerciale ne représente qu'une partie des problématiques et des motivations liées à l'internationalisation.

Parmi celles-ci, quelques questions ressortent :

- Comment assurer qualité et équité des études avec un nombre d'étudiants croissant. Quel financement (public/privé), pour quel coût ?
- Les mécanismes d'assurance qualité et de reconnaissance des compétences varient d'un pays à l'autre. Un système international va-t-il être mis en place pour permettre plus de lisibilité et de transparence ?
- Comment limiter l'écart grandissant entre pays en développement et pays riches (qualité des formations, fuite des cerveaux...)?

### Dans le cadre de leurs travaux, l'OCDE et l'IMHE se penchent sur certains aspects de l'internationalisation.

Un examen des questions liées à la cyberformation et au commerce des services éducatifs mobilisera plusieurs directions de l'OCDE. L'IMHE sera chargé d'analyser plus particulièrement les conséquences du développement rapide des cyberformations au travers d'études de cas.

Contact : [Kurt.Larsen@oecd.org](mailto:Kurt.Larsen@oecd.org)

Afin d'informer la communauté éducative de l'évolution des négociations en cours à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'OCDE organise une série de Forums sur le commerce des services éducatifs, auxquels l'IMHE participe. Le prochain Forum aura lieu les 3-4 novembre 2003 en Norvège.

Contact : [Kurt.Larsen@oecd.org](mailto:Kurt.Larsen@oecd.org)

L'IMHE apporte également son soutien à un projet dirigé par la

Banque mondiale sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Amérique latine. Ce projet vient compléter les travaux antérieurs de l'IMHE sur ce sujet.

Contact : [Jan.Karlsson@oecd.org](mailto:Jan.Karlsson@oecd.org)

Enfin l'IMHE s'intéresse depuis longtemps à la problématique de l'assurance qualité dans l'enseignement post-secondaire.

Pour plus d'information voir IMHE info n°1 2002

<http://www.oecd.org/edu/higher>

### Pour plus d'information sur le travail de l'OCDE en lien avec l'internationalisation de l'éducation :

- Analyse des politiques d'éducation : Edition 2002. Publications OCDE, novembre 2002, ISBN 9264299319
- Politique et gestion de l'enseignement supérieur, volume 14, n°3 OCDE 2002 ISSN 1682-346X

## Mieux comprendre l'AGCS

### Rappel historique général

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a proposé en 1995 un Accord général sur le commerce des services (AGCS) afin d'étendre l'abaissement des tarifs douaniers et autres obstacles commerciaux aux échanges de services. L'AGCS couvre tous les services faisant l'objet d'échanges internationaux, à deux exceptions près : les services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental et les services directement liés à l'exercice des droits de trafic dans le transport aérien. En janvier 2000, les gouvernements Membres de l'OMC ont engagé une nouvelle série de négociations visant à promouvoir la libéralisation progressive du commerce des services.

<sup>1</sup>LARSEN, K. MARTIN J. et MORRIS, R. (2002), « Trade in educational services : trends and issues », *The World Economy*, Vol 25, N°6, Blackwell Publishing, Oxford, Royaume-Uni et Boston, Etats-Unis.

## Interview de Jane Knight

Jane Knight scrute, décortique, analyse et vit l'internationalisation dans l'enseignement supérieur. Praticienne et chercheur, professeur invitée à l'Ontario Institute for Studies in Education à l'université de Toronto, elle collabore depuis de nombreuses années avec l'IMHE. D'abord autour d'un projet comparatif sur l'internationalisation en Asie et dans la zone pacifique puis sur l'examen de la qualité de l'internationalisation. Aujourd'hui elle s'intéresse plus particulièrement à trois domaines :



Jane Knight

- L'impact des politiques commerciales et de l'accroissement des échanges sur l'enseignement supérieur en lien avec l'Accord général sur le commerce des services (AGCS)
- Une analyse comparée de l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans 9 pays d'Amérique Latine
- A la lumière de la globalisation, le remodelage du cadre conceptuel de l'internationalisation au niveau institutionnel et en terme de système.

### Pourquoi s'intéresser à l'internationalisation ?

"Vivre des années à l'étranger sensibilise à la notion d'internationalisation. Etudier la capacité des universités à dépasser le stade des projets et à intégrer la dimension interculturelle et internationale dans l'enseignement, la recherche et la fonction de service m'a semblé essentiel. Comprendre pourquoi et comment les pays vivent de manière aussi distincte l'internationalisation peut s'avérer passionnant. Aujourd'hui, je me concentre sur les politiques et les stratégies d'internationalisation au niveau

du système et des secteurs".

### Quel est le lien entre globalisation et internationalisation ?

La globalisation est un phénomène, ou un processus qui touche beaucoup de secteurs et de disciplines dont l'éducation. L'internationalisation est à la fois une réponse et un agent de la globalisation. L'internationalisation change le monde de l'enseignement supérieur et la globalisation modifie le processus d'internationalisation.

### Pourquoi s'être intéressée à l'AGCS ?

Inclure les services de l'éducation dans l'AGCS représente à la fois une opportunité et un risque potentiel pour l'enseignement supérieur. De toute évidence, les mouvements transfrontières d'étudiants, de professeurs, de programmes et de recherches existent depuis longtemps. Ces échanges se sont développés dans divers cadres de coopération (académiques, projets de développement...). Aujourd'hui, ils s'effectuent également au travers d'échanges commerciaux. L'intérêt est de comprendre l'impact de ces politiques et régulations sur les politiques d'éducation aux niveaux national et international, ceci en lien avec les questions autour de la qualité, l'accès et le financement. Il faut également s'assurer que l'internationalisation de l'éducation ne signifie pas commerce, car ces termes semblent devenir interchangeable. En fait, ceci devient un nouveau domaine d'exploration avec l'arrivée d'autres fournisseurs, de nouvelles façons de transmettre l'information et de nouvelles formations.

## Le point de vue de Julia Nielson

Julia Nielson travaille à la direction des échanges de l'OCDE. Elle est responsable du suivi des négociations commerciales qui se déroulent dans le cadre de l'AGCS.



Julia Nielson

Toute l'ambiguïté de l'AGCS porte sur l'appréhension des enjeux réels autour de ces négociations. Les faits ne semblent pas en rapport avec les passions existantes.

En effet, alors qu'il suscite de nombreuses polémiques, cet accord ne concerne qu'une infime part de l'internationalisation de l'éducation, de nombreux aspects n'étant pas inclus dans le processus en cours. De plus, l'enseignement supérieur est en perpétuelle évolution. Ces dix dernières années de nouveaux acteurs, de nouvelles méthodes sont apparus. Les échanges ont crû de manière exponentielle avec une grande variété des modes de fournitures et des alliances. Ces nombreux mouvements positionnent l'AGCS en réaction. L'Accord ne peut que valider les acquis, il n'est pas en mesure d'anticiper les évolutions de ce secteur. En réalité, les engagements portent sur des domaines très précis et traduisent des stratégies différentes en fonction des pays. S'engager dans l'AGCS peut être un moyen d'acquiescer une reconnaissance

internationale, de valider une politique existante depuis longtemps, de posséder un outil d'échange dans d'autres négociations. La donnée essentielle demeure que l'ouverture et la privatisation des marchés (éléments qui ne sont pas inclus dans l'AGCS) restent une décision purement nationale.

Enfin, aujourd'hui, peu de pays sont réellement engagés en matière d'éducation dans cet accord complexe. La mobilisation reste extrêmement faible en comparaison avec les autres négociations en cours. Ceci s'explique, entre autres, par le fait que l'Accord tente de s'adresser à des réalités politiques, sociales, historiques très différentes et à des visions portant sur l'avenir et le rôle des services publics qui ne peuvent aisément se rejoindre.

En réalité, l'intensité des positions tient davantage à la très grande complexité de l'Accord et le peu de lisibilité qui en résulte. Conçu pour être flexible, à géométrie variable, l'AGCS reste peu accessible aux non initiés. Aujourd'hui l'Accord n'est pas achevé. L'important est, de s'accorder sur des concepts, du vocabulaire, des priorités. Il est indispensable de créer un dialogue ouvert et un partage de l'information entre les négociateurs commerciaux et les spécialistes de l'éducation.

## Liens utiles

Site web de l'OMC

[http://www.wto.org/french/tratop\\_f/serv\\_f/serv\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/serv_f.htm)

UNESCO Global Forum on International Quality Assurance, Accreditation and the Recognition of Qualifications (2002)

[http://portal.unesco.org/education/ev.php?URL\\_ID=6380&URL\\_DO=DO\\_TOPIC&URL\\_SECTION=201&reload=1033631820](http://portal.unesco.org/education/ev.php?URL_ID=6380&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201&reload=1033631820)

OECD/US Forum on Trade in Educational Services (May 2002),

<http://www.oecd.org/EN/document/0,,EN-document-4-nodirectorate-no-20-25748-4,00.html>

L'internationale de l'Education (fédération mondiale d'éducateurs)

[http://www.ei-ie.org/action/english/Globalisation/e%20wto\\_gats%20index.htm](http://www.ei-ie.org/action/english/Globalisation/e%20wto_gats%20index.htm)

L'association internationale des universités

<http://www.unesco.org/iau/globalization/fre/wto-gats-fr.html>

National Committee for International Trade in Education - Etats-Unis

[http://www.tradeineducation.org/general\\_info/frames.html](http://www.tradeineducation.org/general_info/frames.html)

People and Planet (réseau d'étudiant) - Grande Bretagne

<http://www.peopleandplanet.org/tradejustice/>

Education Forum - Nouvelle Zélande

<http://www.educationforum.org.nz>

GATSwatch

<http://www.gatswatch.org/>

## Nouvelles du Secrétariat

### L'IMHE souhaite la bienvenue aux nouveaux membres.

Université d'Etat - Haute école d'économie - Russie

Univerza v Ljubljani - Slovénie

Univerza v Mariboru - Slovénie

Ministère de l'éducation, des sciences et des sports - Slovénie

Institute of Education - University of London - Royaume-Uni

Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique. Ministère de la Communauté française de Belgique - Belgique

Ecole polytechnique de commerce d'Helsinki - Finlande

Université de Shinshu - Japon

Università degli Studi di Molise - Italie

Conseil coréen pour l'enseignement universitaire - Corée

Universidad Autónoma de Yucatán - Mexique

## Ailleurs à l'OCDE

### Un nouveau centre pour le programme d'action et de coopération concernant le développement économique et la création d'emplois au niveau local (LEED) de l'OCDE

Le programme LEED met actuellement en place un centre pour le développement local, qui sera basé à Trente, en Italie. Ce centre contribuera au renforcement des moyens d'action en faveur du développement local dans les pays membres et non-membres de l'OCDE en favorisant l'esprit d'entreprise, la création d'emplois et le maintien de la cohésion sociale par des initiatives prises à l'échelle locale.

Les activités du centre tendront vers les objectifs suivants :

- Améliorer les possibilités de faire connaître des pratiques exemplaires de développement local et les meilleures stratégies de mise en œuvre ;
- Renforcer les relations entre les décideurs publics, les praticiens du développement local et la communauté scientifique ;
- Renforcer la démocratie participative et représentative à l'échelle infranationale.

### Deux publications du programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation (PEB)

Deux numéros de la revue du PEB sont parus en février et juin 2003. Ils présentent des expériences diverses autour de la construction, de l'aménagement et de la sécurité dans les bâtiments scolaires et universitaires, l'ensemble basé sur des exemples concrets. A l'écoute des évolutions, cette revue dresse un panorama utile des initiatives intéressantes.

ISSN 1018-9319, [subscriptions@turpinltd.com](mailto:subscriptions@turpinltd.com)

## Quelques nouvelles

### Autriche

Selon l'Institut de recherche interdisciplinaire (IFF) de Vienne, la loi sur l'université (UG 2002) apporte les changements suivants :

Un conseil d'université (Universitätsbeirat) agira en qualité d'organe de décision (sorte de conseil de tutelle) et désignera la personne qui présidera l'université. Le président de l'université deviendra l'employeur de tout le personnel universitaire ; il aura les pleins pouvoirs en ce qui concerne le budget. Ce dernier prendra la forme d'une dotation globale. La représentation des jeunes enseignants et des étudiants dans la plupart des organes collégiaux sera réduite.

<http://www.bmbwk.gv.at/start.asp>

### Danemark

Au Danemark, à compter du 1er juillet 2003, une nouvelle loi modifie le mode de gouvernement des universités au niveau central et au niveau des établissements. L'instance suprême sera un conseil dont la majorité des membres sera extérieure à l'établissement. Le personnel technique/administratif ainsi que les étudiants continueront d'être représentés. Les présidents d'université, les doyens et les chefs de département ne seront plus élus mais nommés. La loi autorise également les établissements d'enseignement supérieur à demander aux étudiants étrangers d'acquiescer des droits de scolarité.

<http://eng.uvm.dk/news/?menuid=05>

### Australie

« *University Resourcing: Australia in an International Context* » est le titre d'un rapport récemment publié par la Commission de la productivité. Cet ouvrage présente de nombreuses comparaisons sur des thèmes tels que le taux de scolarisation et de diplômés dans l'enseignement supérieur, les ressources financières, les aides publiques, la gouvernance des universités, etc. L'Allemagne, l'Angleterre, le Canada, la Corée, les Etats-Unis, l'Irlande, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et la Suède figurent parmi les pays avec lesquels des comparaisons sont établies. Le rapport est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.pc.gov.au/research/studies/highered/finalreport/index.html>

## Le coin des livres



**Des débouchés commerciaux pour la science: La gestion de la propriété intellectuelle par les organismes publics de recherche.** Publications OCDE 2003, ISBN 9264100237

Les inventions d'origine universitaire constituent une source de plus en plus importante d'innovations technologiques. Cela entraîne une course au dépôt de brevets et à la concession de licences. Ce rapport détaille les résultats de la première enquête internationale consacrée à ce sujet dans les pays de l'OCDE. Il fournit des données sur les portefeuilles et le nombre de dépôts de brevets et des informations sur la nature et les redevances générées par les licences.



**Examens des politiques nationales d'éducation. L'enseignement polytechnique en Finlande.** Publications OCDE 2003, ISBN 9264299408

En Finlande, la filière d'enseignement supérieur proposant des contenus d'enseignement, une grille de diplômes et un mode de gouvernement différents de ceux des universités a été créée au début des années 1990 - il s'agit des "Ammattikorkeakoulut" (instituts polytechniques).

Cette filière jouit d'une très bonne réputation et scolarise actuellement les trois cinquièmes des étudiants accédant à l'enseignement supérieur. Ce rapport aborde de nombreuses thématiques dont les stratégies d'internationalisation et les questions de gouvernement. Il fournit également des conseils pour un renforcement de ce système.



**Financing Education: Investments and Returns: Analysis of the World Education Indicators 2002 Edition**

Le pari ambitieux d'élargir les systèmes éducatifs tout en préservant qualité et équité de l'enseignement semble inextricablement lié à la question du financement de l'éducation.

Cet ouvrage a été élaboré dans le cadre du programme OCDE/ UNESCO des indicateurs de l'éducation dans le monde (IEM). Dans ce rapport, les stratégies de dépenses et d'investissements mises en œuvre dans les pays participant au programme IEM sont étudiées dans une perspective publique et privée. Des statistiques viennent compléter l'analyse.



**Globalization, Universities and Issues of Sustainable Human Development,** Jean L. Pyle, Robert Forrant, éditeur Edward Elgar, 2002, disponible en anglais uniquement, ISBN 1 84064 835 X

Cet ouvrage pose une question importante. Etant donné l'évolution rapide de l'économie mondiale et les défis qui en résultent, quel rôle l'université doit-elle jouer dans la mise en valeur durable des ressources humaines ? Les auteurs décrivent les changements liés à la mondialisation et en particulier les nouveaux rapports de force entre établissements à l'échelle internationale. Ils analysent les contraintes auxquelles les universités sont confrontées dans les pays industrialisés et les pays en développement lorsqu'il s'agit de favoriser le développement durable.



**Copernicus in Lüneburg, Higher Education in the Context of Sustainable Development and Globalization,** Rietje van Dam-Mieras, Gerd Michelsen, Hans-Peter Winkelmann, éditeur VAS, 2002, disponible en anglais uniquement, ISBN 3-88864-357-0

Cet ouvrage s'inscrit dans une série intitulée « Innovation in Higher Education : Sustainable Development ». Il présente, dix ans après le Sommet de la Terre tenu à Rio, une réflexion sur le rôle de l'enseignement supérieur face au développement durable.

## Calendrier IMHE

### 2003

- 28-29 août **Gérer les écoles d'art aujourd'hui**, France.  
Contact: [Jan.Karlsson@oecd.org](mailto:Jan.Karlsson@oecd.org)
- 24-25 octobre **Gouvernance et responsabilité**, Hong Kong.  
Contact: Wendy Chan [wendy@hkbu.edu.hk](mailto:wendy@hkbu.edu.hk)
- 30-31 octobre **Institutional Responses to the Changing Research Environment**, Allemagne.  
Contact: [Jacqueline.Smith@oecd.org](mailto:Jacqueline.Smith@oecd.org)
- 3-4 novembre 2<sup>ème</sup> Forum de l'OCDE sur le commerce des services éducatifs - Norvège.  
Contact : [Kurt.Larsen@oecd.org](mailto:Kurt.Larsen@oecd.org)

### 2004

- janvier **Le suivi financier et la gestion efficace des établissements**  
Contact: [Richard.Yelland@oecd.org](mailto:Richard.Yelland@oecd.org)
- février **Le financement et la gouvernance dans l'enseignement supérieur**, Turquie.  
Contact: Üstün Ergüder  
[ustun@sabanciuniv.edu](mailto:ustun@sabanciuniv.edu)

### mars

**Gestion stratégique pour dirigeants universitaires en Amérique Latine**, Brésil.  
Contact: [Jacqueline.Smith@oecd.org](mailto:Jacqueline.Smith@oecd.org)

### 16-21 avril

**Gestion stratégique pour dirigeants universitaires**, Irlande.  
Contact: [Jacqueline.Smith@oecd.org](mailto:Jacqueline.Smith@oecd.org)

### 13-15 septembre

**17<sup>ème</sup> Conférence Générale IMHE**, France.  
Contact: [Valerie.Lafon@oecd.org](mailto:Valerie.Lafon@oecd.org)

### Autre réunion

#### 2003

- 18-19 septembre Conférence de Berlin des ministres de l'enseignement supérieur. Suivi de la conférence de Bologne  
<http://www.bologna-berlin2003.de/>

### Avez-vous changé d'adresse ? Veuillez en informer l'IMHE.

IMHE Info a un nouvel éditeur, Valérie Lafon.

IMHE-Info est publié en anglais et en français par le Programme de l'OCDE sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE). Des extraits de ce bulletin peuvent être reproduits en indiquant la source. Toute demande de renseignement, tout

commentaire ou article susceptible d'être publiés doivent être adressés à :

Valérie Lafon, Programme IMHE, OCDE  
2, rue André-Pascal . 75775 Paris Cedex 16 . France  
Tel: (33) 1 45 24 92 24 ou (33) 1 45 24 75 84  
Fax: (33) 1 42 24 02 11  
[imhe@oecd.org](mailto:imhe@oecd.org)  
[www.oecd.org/edu/higher](http://www.oecd.org/edu/higher)